

Le Chêne Hebdo

Hebdomadaire d'information politique pour l'union des droites



Hebdo gratuit diffusé par internet

Adresse courriel :

lechene.hebdo@orange.fr

Mise en page : *Francis Bocquillet*



Sommaire

Edito: **Hommage aux poilus**

1. Philippe Simonnot : « Le communautarisme gay met en danger la République »
2. Soutien à la Hongrie
3. Calais: 16 policiers blessés près de la "jungle"
4. Interdiction de la manifestation du Parti de la France à Pouilly-en-Auxois par le pouvoir socialiste
5. L'islamisme qui a tenté de s'infiltrer au plus haut niveau de la Grande Bretagne
6. Nouveau livre de Bernard Lugan : Histoire et géopolitique de la Libye
7. Allons-nous intervenir en Libye au profit d'Al Qaïda et des Frères musulmans ?
8. COUPS D'ETAT ELECTORAUX EN AFRIQUE: LE CAS OUATTARA EN COTE D'IVOIRE
9. L'interminable mythe d'une Turquie européenne...
10. TERRORISME - Selon le Petit Journal de Canal +, à l'origine de l'information, l'attentat a été déjoué le 29 octobre...
11. Aymeric Chauprade quitte le FN et lance un appel à Philippe de Villiers : attention, danger !

N° 120 :13 novembre 2015

Edito : **Hommage aux poilus**

En ce 11 novembre 2015, dans chaque village de France de nombreux patriotes ont commémoré le 97ème anniversaire de la signature du traité historique de l'armistice du 11 novembre 1918, entre les forces alliées et l'Allemagne à Rethondes (60) dans la forêt de Compiègne. Cet armistice mettait fin à plus de quatre années d'une guerre atroce entre des européens, qui fit des millions de morts et des millions de blessés, des estropiés à vie, des êtres au visage défiguré. Comment ne pas, ou ne plus, rendre hommage à tous ses hommes, qui se sont sacrifiés pour nous, leurs descendants.

Tout ces jeunes hommes à la fleur de l'âge qui, dans d'horribles conditions, dans des tranchées ou gisaient les cadavres sanguinolents de camarades. Ceux-là, moins chanceux, avaient périés, les uns atteints par un éclat d'obus, les autres par une balle ennemie. Des hommes qui bien souvent n'avaient qu'un maigre repas par jour, et que l'on abreuvait d'un mauvais vin pour leur donner du courage ou plutôt pour les aveugler et les rendre inconscients du danger. Des soldats valeureux, qui allaient affronter, l'ennemi au corps à corps, baïonnette au canon.

Beaucoup se sont sacrifiés, pensant sans doute que ce sacrifice permettrait la fin des guerres fratricides entre des peuples européens, nous savons aujourd'hui ce qu'il en a été ! Vingt et un ans après une nouvelle guerre plus meurtrière et plus destructrice encore allait mettre l'Europe à feu et à sang.

Mais nous ne devons pas oublier non plus, toutes ces femmes, qui durant ces années de guerre ont remplacé les hommes, aux champs, dans les usines, dans les magasins pour que la France resta ce qu'elle était avant le début du conflit, en tout cas, tout ce qui permettait de survivre.

Honneur à tous les soldats, d'hier et d'aujourd'hui, qui risquent leur vie pour notre liberté.

Francis Bocquillet

Pour recevoir gratuitement ce bulletin d'information, Il vous suffit de en vous inscrire à notre liste de diffusion :

En envoyant un courriel vide à liste-diffusion-subscribe@m-n-r.fr: Vous pouvez nous contacter à :

Mouvement National Républicain B.P. 10008 93161 NOISY-LE-GRAND CEDEX Tél.:09.51.45.84.93

Les informations retransmises dans ce bulletin le sont sous la responsabilité exclusive de leurs auteurs et ne sauraient engager la responsabilité du Mouvement National Républicain.

L'opinion des auteurs ne coïncide pas forcément avec la position du MNR

Désinscription: envoyez un courriel vide à : liste-diffusion-unsubscribe@m.n.r.fr

Philippe Simonnot : « Le communautarisme gay met en danger la République »

6 novembre 2015 par [les4v](#)

Philippe Simonnot, pourquoi ce livre, *La rose et le brun*, sur les relations ambiguës entre l'homosexualité et le nazisme ?

Tout d'abord la perte de repères illustrée récemment par le « mariage pour tous » en France m'a profondément impressionné.

Ensuite, j'ai voulu donner une suite à *Juifs et Allemands : Préhistoire du génocide* (Éd. PUF, 1999) où je posais l'énigme effroyable de ce pays, l'Allemagne, qui était un nouvel Israël pour beaucoup de Juifs Allemands, alors qu'il était en train de devenir la Première Puissance mondiale, avant d'aboutir à l'horreur que l'on connaît. Ce revirement inouï s'explique à mon sens par trois facteurs : 1) l'arrivée massive des Juifs de l'Est par centaines de milliers fuyant les pogroms russes (ce qui a profondément déséquilibré la relation judéo-allemande ; 2) la Déclaration Balfour (2 novembre 1917), qui annonçait que le gouvernement de Sa Majesté britannique voyait d'un œil favorable l'implantation d'un foyer national juif en Palestine, pour rallier les Juifs du monde entier du côté des Alliés, alors que le centre du sionisme à l'époque était Berlin ; du même coup les Juifs allemands sont devenus des traîtres en puissance pour l'Empire germanique ; 3) la défaite allemande de la Première Guerre mondiale, et le bouc émissaire tout trouvé : les Juifs. Mais je n'avais pas épuisé le sujet – loin de là ! Il fallait encore explorer la dimension sexuelle du nazisme, et notamment sa dimension homosexuelle.

Êtes-vous homosexuel vous-même ?

« Si vous vous étiez déclaré homosexuel, j'aurais publié votre livre », s'est exclamé un éditeur qui a refusé le manuscrit. Je suis anarchiste et donc contre toute censure a priori. Beaucoup d'homosexuels prétendent monopoliser la parole sur l'homosexualité. Cela n'a pas de sens. Je trouve d'ailleurs insensé de discourir sur ce sujet en tant qu'homosexuel ou en tant qu'hétérosexuel. Aujourd'hui, avant de prendre la parole, on doit faire l'aveu de sa sexualité. Nous sommes à une époque de confession publique obligatoire.

Y aurait-il un rapport entre l'homosexualité et le totalitarisme ?

L'homosexualité peut y conduire. Parce qu'elle est le culte du même, la négation de la femme, de l'altérité, de la reproduction... culte qui avait été porté par les mouvements de jeunesse allemands comme le Wandervogel (« oiseau migrateur »), et qui a ensuite été repris par les Jeunesses hitlériennes. L'homosexualité conduit aussi à un antisémitisme virulent à cause de l'interdit biblique pesant sur « l'abomination de

l'abomination », c'est-à-dire la sodomie. Elle conduit aussi à un antichristianisme tout aussi violent à une époque où les chrétiens respectent l'interdit biblique. Ce que je trouve inquiétant dans la situation d'aujourd'hui, c'est la négation progressive de la sacralité et de l'unicité de la personne humaine. Le critère pour échapper au totalitarisme, c'est bien la reconnaissance de la valeur absolue de chaque être humain.

Hitler était-il homosexuel ?

Sur la sexualité d'Hitler, je ne me prononce pas. C'était sans doute un pervers, au sens freudien du terme, mais je ne vais pas au-delà. En tout cas, Il était capable d'exploiter les faiblesses des autres, notamment sur le plan sexuel même s'il était permissif en matière de mœurs.

Aurait-il pu être qualifié de « gay friendly » comme on dirait aujourd'hui ?

Jusqu'en juin 1934 et la Nuit des Longs Couteaux, certainement ! Hitler a même soutenu Ernst Rohm quand il était attaqué par la gauche pour ses mœurs homosexuelles affichées. Wilhelm Reich, le prophète de la « révolution sexuelle », qui a conduit en France à Mai 68, s'est complètement trompé en faisant du nazisme un produit de la répression sexuelle. Au contraire, comme l'a très bien vu Herbert Marcuse à l'époque, la libéralisation sexuelle fut un des moteurs du nazisme.

L'incarnation de cette symbiose entre homosexualité et nazisme, serait-ce Ernst Röhm, le chef homosexuel des Sections d'Assaut ?

Pour beaucoup de nazis, La véritable révolution, c'était lui. Il est étonnant que les homosexuels du monde entier n'en aient jamais fait, à l'instar des néo-nazis, un martyr de leur cause. Car il fut assassiné par Hitler parce qu'homosexuel. Il n'existe pas de biographie de Röhm digne de ce nom. Et pourtant, c'est un personnage central de cette tragédie. Pour certains néo-nazis d'aujourd'hui, Hitler a trahi le nazisme en assassinant Röhm, qui, lui, était vraiment national-socialiste.

L'article 175 du code pénal allemand , hérité de la Prusse était très sévère pour les homosexuels...

C'est comme la prohibition de l'alcool : ça multiplie les alcooliques ! L'article 175 a développé tout un marché de la délation, du chantage, et toute une réflexion sur la nature et les causes de l'homosexualité. L'essayiste allemand Hans Blüher, totalement ignoré en France, a eu le coup de génie de faire de l'homo-érotisme une théorie de l'État. Ça a marché puisqu'il est venu combler une faille de la pensée libérale, incapable de fonder l'Etat. Hitler s'est servi de cette théorie pour instituer le Troisième Reich.

Ne craignez-vous pas qu'un tel livre vous donne une réputation de « dangereux homophobe d'extrême droite » ?

Il remet en cause le néo-paganisme. Il est donc très mal accueilli par toute la frange de l'extrême droite païenne, de plus en plus puissante. J'ai été chroniqueur au *Monde* pendant 15 ans : je vois mal comment on pourrait me qualifier d'extrême droite ! Je suis libertarien, et économiquement parlant anarcho-libéral. Je trouve que le programme économique de Marine Le Pen est une folie furieuse : elle fait du national-socialisme, quand Mélenchon se contente de faire du socialisme populiste. Le mélange du nationalisme et du socialisme est une recette miracle; ça marche ! L'économiste que je suis est en faveur du rétablissement de l'étalon or, donc vraiment à l'opposé de la pensée d'une économie surveillée par l'Etat. Hitler était opposé à l'étalon. Or les démocraties de la planche à billets le sont aussi, et ce n'est pas un hasard.

Quelles leçons pour la France d'aujourd'hui ?

Avec le mariage gay, Hollande a perdu une partie du vote musulman qui l'avait porté au pouvoir. Car l'homosexualité est l'un des arguments majeurs de l'islam contre les « mécréants ». Le « triomphe » légal actuel de l'homosexualité donne par conséquent du grain à moudre à l'islamisme.

On est dans une démocratie, et le droit est en train de dériver vers n'importe quoi. On a une Constitution... mais qui garde la Constitution ? « Quis custodiet ipsos custodes? » écrivait Juvénal. Quel gardien va garder le gardien ? Et si l'on trouve ce gardien, qui le gardera ?

Le danger que nous fait courir cette revendication identitaire multiple, c'est qu'on accorde le droit à celui qui remporte la majorité du moment. Or, on ne peut pas se régler sur celui qui est le plus fort, car la force est toujours relative et temporaire et Il faut trouver des principes intangibles du droit, les « lois non écrites » comme disait Antigone. Dans cette situation, le terrain est propice à l'arrivée d'une guerre civile entre ceux qui profitent du système et les outsiders, les exclus, les chômeurs des banlieues, les musulmans, les paysans. Le communautarisme du même avec le même est mortifère et met en danger la République. La guerre civile a déjà commencé.

Entretien initialement paru dans l'hebdomadaire France catholique.

Pour adhérer en ligne au MNR : Cliquez sur ce lien ou recopiez le dans votre barre adresse :

http://www.m-n-r.fr/soutiens_carte.htm

Si vous êtes non imposable, vous pouvez adhérer au MNR pour 20€00 par an , il suffit de préciser que vous n'êtes pas imposable à l'impôt sur le revenu

Soutien à la Hongrie



Hier, j'ai répondu, en tant que président du RPF à l'invitation de Karim Ouchikh et Frédéric Pichon, respectivement président et vice-président du SIEL (Souveraineté, Indépendance, Et libertés), ce parti fondé par un autre gaulliste, et ami, Paul-Marie Couteaux. Nous nous sommes retrouvés square Foch à Paris à côté de l'Ambassade de Hongrie et devant un millier de personnes pour dire notre soutien à la Hongrie et à la politique menée notamment contre la déferlante migratoire par son Premier Ministre, Viktor Orbán. De très nombreux policiers, sans doute plus utiles pour lutter contre la délinquance, encadraient la manifestation. Cette très coûteuse démonstration de force avait-elle pour but de souligner le caractère extrémiste du rassemblement ? Pas de chance ! Les amis que j'y ai retrouvés et qui ont comme moi pris la parole témoignaient au contraire d'un regroupement de personnalités de droite, certes, mais venus d'horizons divers, et qui se réunissaient à l'appel du bon sens face à l'effondrement de l'Europe, et singulièrement de la France en son sein. Etaient présents Charles Beigbeder pour l'Avant-Garde, François Billot de Lochner qui préside aux destinées de la Fondation de Service Politique, un mouvement chrétien inspiré par la Doctrine sociale de l'Eglise, Roland Hureauux, ce gaulliste qui au sein du RPF conseilla Charles Pasqua. Renaud Camus, le théoricien lucide du « grand remplacement », Pierre Cassein et Christine Tasin de Riposte Laïque étaient au premier rang, mais n'ont pas pris la parole. Voici en substance la déclaration que j'ai faite lors de cette manifestation :

» Nous sommes rassemblés ici pour exprimer notre soutien à la Hongrie, à la Hongrie de Viktor Orbán. D'abord, parce que la Hongrie est la championne de la liberté. En 1956, dans les rues de Budapest, les Hongrois se sont révoltés et ont renversé la dictature communiste et fait vaciller l'empire soviétique avant que celui-ci n'écrase la révolution et ses partisans sous ses chars. Le 19 Août 1989, c'est encore la Hongrie qui a soulevé le rideau de fer, et qui a entamé l'effondrement du bloc de l'Est. A Sopron, un pique-nique pan-européen, organisé à l'instigation de Otto de Habsbourg, se tenait aux abords immédiats de la frontière autrichienne.

De nombreux Allemands de l'Est en ont profité pour gagner la liberté sans que les Hongrois s'y opposent. Le « mur de Berlin » était condamné. On dira que la Hongrie de l'époque ouvrait ses barrières et que maintenant elle les ferme. Il est clair pourtant que dans les deux cas, le but est la liberté. Dans le premier, il s'agissait de permettre à des Allemands de rejoindre la partie libre de leur pays. Dans le second, il s'agit d'empêcher une masse de migrants d'envahir l'Europe. On parle de 3 millions d'ici 2017. Ces immigrants ne sont pas tous des réfugiés syriens, mais dans leur quasi-totalité, ils sont de confession musulmane, et véhiculent des pratiques culturelles étrangères à l'Europe, et à ses valeurs. Certains d'entre-eux peuvent demain se révéler des terroristes fanatiques. La liberté pour un peuple, c'est aussi de préserver son identité, sa manière de vivre et sa sécurité, la première des libertés. Pour le 20e anniversaire du pique-nique de Sopron, Mme Merkel avait déclaré : « l'Allemagne remerciera toujours le peuple hongrois pour son courage ». Quand on perçoit le trouble qui a saisi la Chancelière, débordée par les conséquences de son encouragement irresponsable aux « réfugiés », on peut penser qu'elle devrait remercier la Hongrie pour sa clairvoyance.

Mais la Hongrie est aussi la championne de la démocratie contrairement à ce que laissent entendre l'oligarchie européenne et le microcosme médiatique français. Le gouvernement de Viktor Orban est soutenu d'abord par son parti, le Fidesz, l'Alliance des Jeunes Démocrates fondée sous le régime communiste, devenue « Union Civique », un parti de centre-droit traditionnellement uni aux démocrates-chrétiens. La présence dans son opposition de Jobbik, une formation d'extrême-droite clarifie les choses. Fidesz est un parti politique de droite, avec les idées qui devraient partout réunir la droite : le conservatisme des valeurs morales et culturelles, le libéralisme économique, le patriotisme. Ce n'est pas Fidesz qui est étonnant, mais ce que sont devenus les partis qui se prétendent « de droite » chez nous et qui ne sont plus que des officines de placement de carriéristes sans conviction. Largement majoritaire pour la seconde fois, il représente légitimement le peuple hongrois. Peu de gouvernements européens obligés à des alliances de circonstance ou très minoritaires dans l'opinion peuvent en dire autant. Mais au-delà des chiffres, la démocratie, c'est aussi respecter le « démos », le peuple, ce qu'il est et ce qu'il veut. Or, les technocrates européens et les lobbys qui les orientent, non seulement n'ont aucune légitimité populaire mais leur action consiste au contraire à effacer les frontières nationales jusqu'aux confins de l'Europe élargie que les pays qui les bordent sont incapables de contrôler. Non contents de faire de l'Europe un ectoplasme géographique soumis à toutes les pressions, ils ont aussi entrepris de gommer son identité. Les valeurs chrétiennes, celles du mariage et de la vie plus particulièrement, sont inscrites dans la Constitution hongroise. Elles ne l'ont pas été dans le projet de constitution européenne.

Enfin, La Hongrie est encore la championne du bon sens, ce bon sens auquel se référait le Général de Gaulle en Juin 1940. Jean-Claude Juncker, qui préside la Commission Européenne après avoir dû quitter son poste de 1er Ministre du paradis fiscal luxembourgeois, depuis peu effacé de la liste grise, est assez mal placé pour donner des leçons à la Hongrie. Selon lui, « il n'y a plus de place en Europe pour des barrières ». Depuis la sentence du « grand homme », on remarquera que les frontières intra-européennes ont repris du service, en Allemagne même pour faire le tri entre migrants et réfugiés, en France sous prétexte de COP 21. Notre continent uni, fort de ses plus de 500 millions d'habitants, n'est pas capable de protéger ses frontières extérieures, mais surtout, il n'a ni la volonté ni le courage d'adopter une politique indépendante de celle des Etats-Unis, notamment au proche et moyen Orient. Face au chaos installé par les Etats-Unis dans le monde arabe, l'Europe est quasi-absente sur le plan militaire, mais notre Union, cette démocratie en trompe-l'oeil, n'hésite pas elle-même ou à travers ses membres à condamner le régime syrien tout en faisant les yeux doux à la Turquie, et même aux monarchies wahhabites du Golfe, comme si elles étaient plus fréquentables. L'Union Européenne avait un projet originel bâti par des Chrétiens comme Adenauer, Schuman et de Gasperi. Elle lui tourne aujourd'hui résolument le dos et c'est pour offrir son ventre mou à une immigration qu'elle ne contrôle pas et qu'elle n'assimilera pas. La Hongrie, comme d'autres pays de l'Est de l'Europe est au contraire attachée à une identité qu'elle a reconquise après en avoir été privée pendant des décennies par les communistes. C'est pourquoi elle nous montre la voie de la résistance. Nous devons l'y rejoindre. Bien sûr, qui dit résistance dit aussi traîtres et collaborateurs qui encombreront les allées des pouvoirs politiques et médiatiques. Il faut les combattre !

La Hongrie appelle les Européens à se lever pour défendre leurs libertés et leur identité. Nous devons la soutenir. » *Christian Vanneste Président du RPF*

Pour adhérer en ligne au MNR : Cliquez sur ce lien ou recopiez le dans votre barre adresse :

http://www.m-n-r.fr/soutiens_carte.htm

Si vous êtes non imposable, vous pouvez adhérer au MNR pour 20€00 par an , il suffit de préciser que vous n'êtes pas imposable à l'impôt sur le revenu

Calais: 16 policiers blessés près de la "jungle"



Des violences entre migrants et forces de l'ordre à proximité de la "Jungle" de Calais ont fait seize blessés légers parmi les policiers dans la nuit de dimanche à lundi, a indiqué aujourd'hui la préfecture du Pas-de-Calais.

"Vers 23 heures hier soir, plusieurs groupes de migrants, jusqu'à 200 personnes, ont tenté de ralentir, voire de bloquer le trafic sur la rocade portuaire de Calais", a indiqué un porte-parole de la préfecture. "Ces tentatives se sont poursuivies jusqu'à une heure du matin, nécessitant l'adaptation d'un dispositif de sécurité, avec des migrants qui ont jeté divers objets sur la rocade", a ajouté cette source, précisant que les CRS ont dû employer des gaz lacrymogènes pour repousser les migrants.

Le calme est revenu vers 1 h du matin, a fait savoir la préfecture. Les blessures légères des policiers sont dues à des jets de pierre, selon la même source. Selon une source policière, les forces de l'ordre ont utilisé "presque 300 grenades" lacrymogènes.

"C'est la première fois que c'est aussi violent et qu'on a malheureusement autant de collègues blessés", a indiqué Gilles Debove, responsable du syndicat SGP Police-Force Ouvrière dans le Calaisis. "On est inquiet, si un jour on a une révolte au sein du camp, ça va être la folie", a-t-il poursuivi.

Source : Le figaro.fr

Pour adhérer en ligne au MNR : Cliquez sur ce lien ou recopiez le dans votre barre adresse :

http://www.m-n-r.fr/soutiens_carte.htm

Si vous êtes non imposable, vous pouvez adhérer au MNR pour 20€00 par an , il suffit de préciser que vous n'êtes pas imposable à l'impôt sur le revenu

Interdiction de la manifestation du Parti de la France à Pouilly-en-Auxois par le pouvoir socialiste

Le préfet de Côte d'Or a répondu avec zèle, empressement et servilité à l'appel du MRAP, de la Ligue des Droits de l'homme et de divers collectifs d'extrême gauche qui demandaient depuis quelques jours l'interdiction de la manifestation du Parti de la France prévue le samedi 7 novembre à Pouilly-en-Auxois.

L'arrêté préfectoral d'interdiction de notre rassemblement est en lui-même une profession de foi politique :

Article 1 : La manifestation ayant pour objet de « dénoncer la présence de clandestins » à Pouilly-en-Auxois, projetée à Pouilly-en-Auxois le samedi 7 novembre 2015 est interdite.

Article 2 : Toute infraction au présent arrêté est passible de sanctions prévues par le code pénal.

La République socialiste interdit donc officiellement à des citoyens français, membres d'une organisation politique légale, d'organiser un rassemblement visant à dénoncer l'immigration clandestine. La preuve est faite, une nouvelle fois, que la politique socialiste est une politique de collaboration active au service d'une immigration de masse, y compris illégale et que l'atteinte systématique aux droits et aux libertés fondamentales à l'égard des militants du Parti de la France est devenue une règle du pouvoir socialiste.

Carl Lang rappelle que selon les termes mêmes du Conseil d'Etat, « l'exercice de la liberté d'expression est une condition de la démocratie et l'une des garanties du respect des autres droits et libertés. Les atteintes portées, pour des exigences d'ordre public, à l'exercice de ces libertés fondamentales doivent être nécessaires, adaptées et proportionnées ».

L'arrêté préfectoral d'interdiction dont est victime le Parti de la France est une nouvelle atteinte portée à l'exercice de nos libertés fondamentales, cet arrêté n'étant ni nécessaire, ni adapté, ni proportionné. L'excès de pouvoir est manifeste et la décision parfaitement idéologique.

En conséquence, et dans l'attente d'autres actions politiques qui seront menées à Pouilly-en-Auxois par le Parti de la France, nous annulons le rassemblement prévu ce samedi 7 novembre.

Carl lang, président du Parti de la France, Thomas Joly, secrétaire général et les responsables régionaux du PdF seront cependant présents à Pouilly-en-Auxois, ce samedi 7 novembre, pour une rencontre avec la presse régionale afin de dénoncer les scandaleuses atteintes aux libertés d'opinion, d'expression et de réunion orchestrées par une Gauche sectaire, anti-nationale et liberticide.

L'islamiste qui a tenté de s'infiltrer au plus haut niveau de la Grande Bretagne



Grâce à Tommy Robinson, ancien de l'*English Defense League*, un conservateur, ancien gradé de l'armée de sa Majesté, formateur du Prince Harry, islamiste d'origine Pakistanaise, a été démasqué.

Afzal Amin, est membre d'une fondation qui prétend combattre les extrémismes, en particulier l'islamisme, qui serait, selon ses membres, la cause du terrorisme islamique. Il s'agit de la *Quilliam Foundation*, désormais appelée Quilliam tout court. Son nom est un hommage à Abdullah Quilliam, fondateur de la première mosquée en Angleterre. Selon les déclarations de Robinson, les membres de Quilliam se déclareraient tous apostats, sans le dire publiquement, car ils feraient l'objet d'une mort imminente – l'on connaît le sort réservé par l'islam aux apostats.

Nous connaissons aussi tous les conditions de l'extrême liberté d'expression en Grande Bretagne, qui a amené les prêcheurs islamiques à développer l'islam de manière considérable dans le Royaume. Le plus virulent d'entre eux, Abou Hamza Al Masri, aux bras à crochets, fut emprisonné en 2006 pour incitation à la haine raciale. A propos de haine raciale, lorsque Eric Zemmour est harcelé par les tribunaux sous cette appellation, a-t-il derrière lui une armée de centaines de milliers de juifs prêts à envahir la France ? Il faudrait peut-être que les magistrats de ce pays se reprennent, le plus vite sera le mieux.

Donc Afzal Amin était, selon Robinson, l'étoile montante du parti conservateur de David Cameron, qui a servi en Afghanistan et en Irak évidemment, très « salonfähig », comme on dit en allemand. Il se préparait à une ascension irrésistible vers le pouvoir aux élections de février de cette année. Mais les révélations de Tommy Robinson ont préservée la Grande Bretagne d'une calamité.

Afzal Amin a même essayé de le corrompre pour l'enrôler à sa cause. Cela s'est passé dans un restaurant musulman. Il fallait oser, lorsqu'on sait qui est Tommy Robinson, un adversaire acharné de l'islamisation de l'Angleterre. Il fut même emprisonné pour avoir osé combattre ce fléau.

Robinson a découvert que Afzal Amin avait édité, en 2000, un essai de promotion du djihad. Six mois après la publication de cet essai, Amin rejoignait l'armée Britannique pour 11 longues années.

Les révélations de Tommy Robinson ont créé l'émoi au pays de sa Majesté la Reine Elisabeth.

Dans l'ouvrage, Afzal Amin appelait les Moudjahidines à créer leur propre enclave en Angleterre. Les enclaves créées, il exhortait à en sortir pour attaquer les Kuffars ! Et en France, que se passe-t-il dans les enclaves déjà fortement islamisées, comme à Roubaix, dans le Nord ? A Lunel ? Mon ami décédé, Philippe Aziz, avait déjà dénoncé la situation, dans un ouvrage parut en 1998, « [Le paradoxe de Roubaix](#) * ». Depuis, que se passe-t-il ? Revenons à Afzal Amin.

La première chose que fit Amin lorsqu'il fut démasqué, c'est de s'enfuir à Dubai ! La cerise sur le gâteau est qu'il avait convaincu le Qatar, toujours lui, d'investir des sommes considérables dans son projet de conquête de la Grande Bretagne.

Le *Mail Online* du 28 mars 2015, ainsi que toute la presse Britannique ont révélé ce scandale. Quand Hollande continue à courtiser le Qatar et l'Arabie Saoudite. Rien de cette énormité dans la presse française tout aussi soumise. Claude Askolovitch n'est-il pas rémunéré par le Qatar par exemple ? Pourquoi Edwy Plenel se fend t-il d'un livre favorable à l'islam ? Pourquoi une grande partie de la presse évite de propager la mauvaise -et vraie- image de l'islam ?

En lien en bas de page également, un article datant de 2014, avant que l'islamiste ne fut démasqué, publié par le quotidien Britannique *The Independent*, crédule, naif, qui ne fit pas son travail d'enquête, et publia la taqyiah de Amin. Comme en France avec le Frère musulman Tareq Oubrou et l'UOIF. Imaginez si cela se produit en France. Si un lanceur d'alerte comme Robinson venait à dénoncer un responsable islamiste

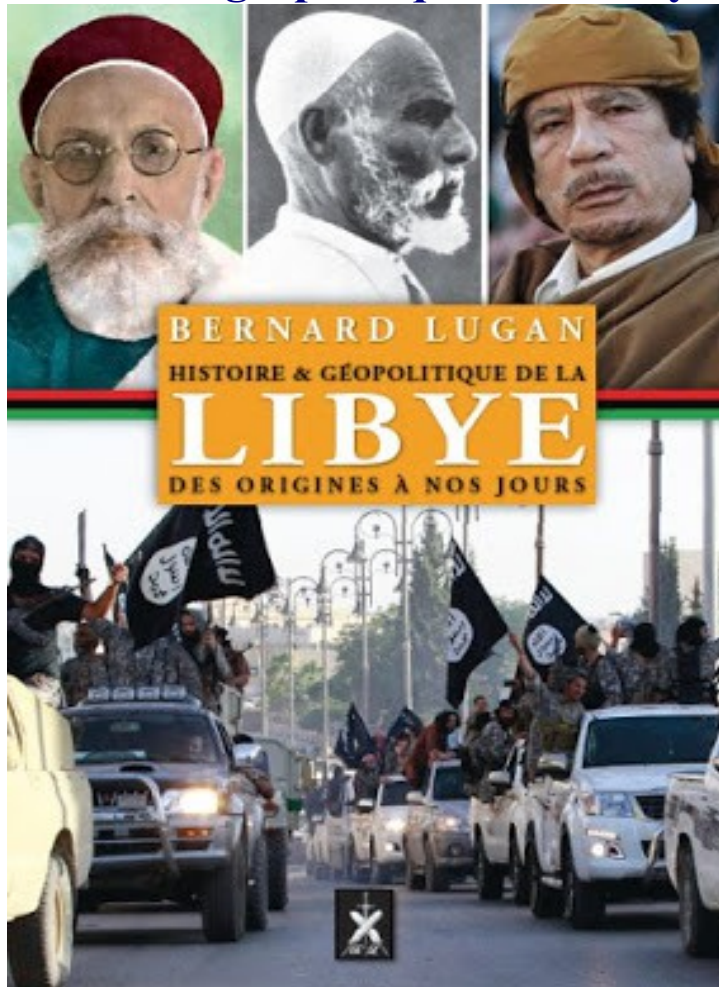
Les islamistes ne renoncent à rien, ne reculent devant rien et à vrai dire, si je me mets à leur place dans leur objectif de conquête du monde, ils ont bien raison : en face, les démocraties sont mortellement malades, leurs habitants des cibles passives, si faciles, comment résister.

L'invasion migratoire acceptée et organisée par les caciques d'Europe de l'Ouest, en particulier par l'Allemagne, nous le prouve chaque jour. Cette Allemagne qui décide contre vents et marées islamisés de garder ses frontières ouvertes, alors qu'il y a urgence à les fermer, pour préserver ses voisins de la calamité islamique !

J'espère qu'en France, dénoncer l'islamisation de la France et de l'Europe, ne restera pas indéfiniment cantonné aux ordinateurs...

Reproduction autorisée avec la mention suivante : © Hildegard von Hessen am Rhein pour Dreuz.info.

Nouveau livre de Bernard Lugan : Histoire et géopolitique de la Libye



Collés à l'immédiat, journalistes et "experts" décrivent le chaos libyen. Ils ne l'expliquent pas. Ne connaissant ni les couches sédimentaires historiques, ni la marqueterie tribale du pays, ils en seraient d'ailleurs incapables.

Or, les origines du drame et ses conséquences, tant locales que régionales et migratoires, ne peuvent être analysées et comprises qu'à travers les permanences de cette société profondément originale qu'est la Libye.

Vieille terre berbère islamisée puis arabisée par la violence, cette dernière se caractérise à la fois par la faiblesse du pouvoir central et par la vitalité de ses forces tribales.

Au nombre de plusieurs dizaines si nous ne comptons que les principales, mais de plusieurs centaines si nous prenons en compte leurs subdivisions, les tribus libyennes sont groupées en trois grandes alliances régionales : la *confédération Sa'adi* en Cyrénaïque, la *confédération Saff al-Bahar* dans le nord de la Tripolitaine et la *confédération Awlad Sulayman* qui occupe la Tripolitaine orientale et intérieure ainsi que le Fezzan.

Au sein de ces alliances, agissant comme de véritables "fendeurs d'horizon", les tribus les plus fortes contrôlaient jadis les couloirs de nomadisation sur l'axe Méditerranée-Tchad. Les trafics d'aujourd'hui (notamment drogue et migrants), se font le long de ces anciennes voies sur lesquelles les jihadistes-contrebandiers bénéficient de solidarités lignagères séculaires.

Faute d'avoir pris en compte ces données pourtant essentielles, ceux qui, au nom de l'illusion démocratique, déclenchèrent l'intervention franco-britannique de 2011 contre le colonel Kadhafi sont les responsables directs de l'actuel chaos. Or, par le biais des migrations, celui-ci frappe à nos portes.

Face à un tel danger, la pacification de la Libye est un impératif vital. Il serait cependant singulièrement inconséquent de vouloir l'obtenir au nom de l'utopie démocratique et sans prendre en compte son archéologie tribale.

Fondé sur le seul réel, à savoir la terre, les hommes et leur histoire, ce livre donne les véritables clés de compréhension d'une crise qui menace directement l'Europe. Il permet de poser le bon diagnostic et donc de définir les bons remèdes.

IMPORTANT :

Édité par l'Afrique Réelle, ce livre n'est pas vendu dans le commerce.

Allons-nous intervenir en Libye au profit d'Al Qaïda et des Frères musulmans ?



En Libye, près de 300 kilomètres de littoral sont aux mains d'un Etat islamique que rien ne semble pouvoir arrêter. A partir de cette fenêtre sur la Méditerranée, des terroristes musulmans clandestins rebaptisés « migrants » s'infiltrent en Europe. Contrairement aux annonces de la presse internationale, les efforts diplomatiques de M. Bernardino Leon, Emissaire des Nations unies pour la Libye, et qui, depuis plus d'un an, cherche – obtenir un accord inter-Libyen, n'ont pas débouché sur une solution politico-militaire viable.

Face – cette situation plus que périlleuse pour notre sécurité – une opération militaire serait donc envisagée. Or, celle – laquelle pensent nos diplomates aurait pour résultat de donner le pouvoir – des islamistes aussi dangereux que ceux de l'Etat islamique... Comme en Syrie où si le président Poutine n'avait pas sifflé la fin de la rébellion, le Quai d'Orsay voulait faire remplacer le président Assad par de « gentils démocrates » salafistes. En Libye, ce serait au profit des Frères musulmans et d'Al-Qaïda (ou de ses diverticules) que nos forces pourraient être engagées. Comme elles le furent hier – l'avantage des musulmans de Bosnie et du Kosovo...

L'identité française serait en effet de miser sur la cité-Etat de Misrata, fief des Frères musulmans et base avancée turque en Libye. Ses milices (1) sont certes parmi les plus opérationnelles du pays, mais elles sont détestées par la plupart des tribus de Tripolitaine et de Cyrénaïque. Intervenir en appui de Misrata permettrait peut-être de freiner les forces de l'Etat islamique, mais en nous aliénant les vraies forces vives du pays.

Ce plan envisagerait également un renforcement de la coopération avec les islamistes de Tripoli qui reçoivent actuellement des renforts jihadistes acheminés par voie aérienne depuis la Turquie. Comme si, pressé en Syrie par la Russie, le président Erdogan voulait ouvrir un second front en Libye.

Or, et il importe de ne pas perdre de vue deux éléments essentiels :

1) Comme notre ami-client égyptien est en guerre contre les Frères musulmans d'Egypte, l'arrivée au pouvoir de cette organisation en Libye ferait courir un danger mortel au régime du général Sissi.

2) Aucune intervention franco-européenne ne peut se faire sans, au moins, la neutralité de l'Algérie. Or, qui commande – Alger ? Les clans qui guettent la mort du président Bouteflika pour s'emparer du pouvoir ont en effet des positions contradictoires – ce sujet. Certains sont farouchement opposés – toute intervention étrangère, d'autres l'accepteraient sous certaines conditions, cependant que ceux qui espèrent obtenir le soutien des islamistes feront tout pour torpiller une opération franco-européenne.

La réalité est donc cruelle. Ce n'est pourtant pas en la niant que nous avancerons. Face au chaos libyen il n'existe en effet pas de solution miracle qui permettrait de refermer les plaies ouvertes par MM. Sarkozy et BHL.

La solution consisterait peut-être – « renverser la table » et – changer de paradigme en oubliant les « solutions sectoriales » et les constructions eurocentrées fondées sur les actuels acteurs libyens. Comme rien ne pourra se faire sans les tribus, c'est donc en partie sur ces dernières que toute opération viable devrait être fondée. Autrement, dans le théâtre d'ombres libyen, nos figurants politiques ne feront que traiter avec des figurants locaux.

Le problème de fond est que les alliances tribales sur lesquelles reposait l'ordre socio-politique libyen ont été ébranlées par l'intervention franco-otomanne de 2011. Dans le vide alors créé se sont engouffrés des acteurs secondaires devenus artificiellement les maîtres du jeu. Qu'il s'agisse de Misrata, des islamistes de Tripoli et de Derna, puis ensuite de ceux de l'Etat islamique.

Toute pacification de la Libye passe donc par :

1) Le rééquilibrage entre les vrais acteurs tribaux et ces acteurs secondaires devenus incontournables et qu'une intervention franco-européenne aboutirait – installer seuls au pouvoir.

2) La levée du mandat d'arrêt international lancé contre Saïd al-Islam Kadhafi qui est le seul actuellement en situation de pouvoir reconstituer les alliances tribales libyennes

Très modestement, il faut bien voir que ce sont là des mesures de long terme.

Or, dans l'immédiat, il est urgent de bloquer la progression de l'Etat islamique tout en coupant le flot migratoire partant essentiellement des zones tenues par ceux que nos diplomates considèrent d'habitude comme nos « alliés », – savoir les islamistes de Tripoli et les Frères musulmans de Misrata...

Alors, oui – une intervention, mais – la condition de ne pas la lancer – la libyenne.

Bernard Lugan .

COUPS D'ETAT ELECTORAUX EN AFRIQUE: LE CAS OUATTARA EN COTE D'IVOIRE



Après le coup d'Etat manqué du 16 septembre au Burkina Faso – dont il est encore impossible de mesurer les conséquences notamment en ce qui concerne l'implication de plusieurs pays étrangers dans cette affaire –, l'Afrique de l'Ouest vient de réaliser deux magistraux coups d'Etat électoraux. Le premier s'est déroulé le 11 octobre en Guinée Conakry, avec un passage en force d'Alpha Condé, élu en bourrant les urnes et en s'octroyant 60% des voix dès le premier tour.

Le second vient d'avoir lieu en Côte d'Ivoire où Alassane Ouattara a violé, non seulement les lois du code électoral, mais aussi celles de l'arithmétique !

Le scénario d'une victoire écrasante du président sortant et d'un scrutin à un seul tour était prévu depuis fort longtemps. En février dernier, un spécialiste de l'Afrique de l'Ouest confiait déjà à IVERIS : « la seule crainte du pouvoir est le taux de participation. » Ces inquiétudes étaient fondées et se sont révélées plus désastreuses que ce que le Président sortant et son camp n'avaient anticipé : les Ivoiriens se sont abstenus massivement. C'est ce qui explique l'interminable attente des résultats finaux et surtout du taux réel de participation. Finalement, la Commission électorale indépendante a annoncé qu'il y avait eu 54,63 % de votants. Un chiffre contesté par l'opposition qui, elle, avance un nombre compris entre 15 et 18%. Pourtant ce taux n'aurait dû être l'objet ni d'une polémique, ni d'une attente prolongée, puisque le National Democratic Institute, (NDI), un organisme américain, financé par la NED, était présent en Côte d'Ivoire. En effet, grâce à son système PVT, le NDI a les moyens d'obtenir des données fiables transmises dès la fin du scrutin. L'ex Premier ministre, Charles Konan Banny, a demandé : « instamment au NDI de transmettre le taux de participation ». Il attend toujours. L'ambassadeur américain, Terence McCulley, et la sous-secrétaire d'Etat aux Affaires africaines, Bissa Williams, n'ont pas attendu, eux, les résultats du scrutin pour donner une conférence de presse dès le lundi 26. Ils ont tous deux félicité les Ivoiriens pour cette élection : « crédible, transparente et inclusive ». Alassane Ouattara fait donc mieux que son homologue Alpha Condé et obtient un score à la soviétique : 83,66% ! Petite cerise sur le gâteau, les trois candidats indépendants, Charles Konan Banny, Essy Amara – ancien ministre des Affaires étrangères et ancien président du Conseil de sécurité – et Mamadou Koulibaly, ancien président de l'Assemblée nationale –, qui s'étaient désistés avant le scrutin pour dénoncer l'escroquerie électorale qui s'annonçait, ont été comptabilisés dans le vote ! Bien entendu, ils obtiennent des miettes ; bien entendu, c'est illégal, mais puisque le scrutin a été déclaré crédible, transparent et inclusif ... L'Afrique francophone est malheureusement habituée à ce genre de mascarades électorales : en avril dernier, Faure Gnassingbé, qui se représentait pour la troisième fois consécutive à la tête du Togo, a, lui aussi, été élu dès le premier tour avec 55% des voix. En réalité son opposant Jean-Pierre Fabre avait obtenu 60% des suffrages et le président sortant 35%. Mais l'ONU a immédiatement validé la victoire de Faure Gnassingbé...

Quelle légitimité ?

Le taux de participation en Côte d'Ivoire était un point crucial, pas seulement parce que l'opposition fidèle à l'ancien président Laurent Gbagbo avait appelé au boycott des urnes, mais parce qu'Alassane Ouattara était arrivé au pouvoir par les armes après une élection déjà contestée. Cette élection devait donc lui apporter une vraie légitimité afin d'en finir avec « le président reconnu par la communauté internationale[i] ». Avec la manipulation des chiffres, il n'obtient qu'une légitimité de façade. Personne n'est dupe, ni les Ivoiriens, ni les chancelleries qui connaissent les vrais chiffres. Mais surtout, ces coups d'Etats électoraux, à Abidjan comme ailleurs, ne règlent aucun des problèmes qui se posent à ces Etats : pauvreté, chômage, corruption, réconciliation nationale. Bien au contraire, ils accentuent les frustrations, le ressentiment, les divisions et laissent ces pays assis sur des poudrières. L'Afrique de l'Ouest n'est pas sortie de l'œil du cyclone...

Leslie VARENNE sur le Blog de Fernand DINDE de la Côte d'Ivoire.

[i] « *Le Président reconnu par la communauté internationale* » était l'appellation consacrée par la presse étrangère pour différencier les deux présidents Laurent Gbagbo et Alassane Ouattara lors de la crise électorale de 2010. Le Premier avait été reconnu par le Conseil constitutionnel ivoirien, le second par la communauté internationale.

TERRORISME - Selon le Petit Journal de Canal +, à l'origine de l'information, l'attentat a été déjoué le 29 octobre...



L'information a été dévoilée ce mardi 10 novembre dans l'émission du [Petit Journal de Canal +](#). Selon le journaliste Azzedine Ahmed-Chaouche, un projet d'attentat visant des personnels de la base navale de Toulon aurait été déjoué le 29 octobre dernier. L'auteur, un Français de 25 ans, se serait coordonné avec un djihadiste en Syrie et aurait cherché sans succès à se procurer une kalachnikov avant de se faire livrer par colis un couteau de combat et une cagoule

L'interminable mythe d'une Turquie européenne...



Erdogan ne perd jamais une occasion de remettre la compresse en pressant les Européens de se rendre à l'évidence : la Turquie est en Europe...

Lors du sommet de Copenhague, fin 2003, les dirigeants européens ont cédé à la demande pressante du gouvernement islamiste turc d'entamer les fameuses discussions à tiroirs pour une intégration de la Turquie à l'Union européenne.

Les Turcs formulaient leur requête urgentissime en arguant qu'en 1964, une promesse leur aurait été formulée par la CEE dans ce sens, alors qu'en fait, il ne s'agissait que d'un partenariat avec le marché commun européen.

Les accords économiques spéciaux issus de cette étape ont d'ailleurs fonctionné et opèrent encore actuellement. Mais la perspective d'alors n'impliquait en aucune manière l'union politique et s'arrêtait à ce seul accord commercial.

Ils sont étonnamment pressés de faire partie d'une civilisation dont ils ont combattu les valeurs et les symboles

Aujourd'hui, les ex-conquérants de Constantinople se disent étonnamment pressés de faire partie dès que possible d'une aire de civilisation dont ils ont, durant des siècles, âprement combattu les valeurs et les symboles.

Qu'on se souvienne des menées ottomanes jalonnées de massacres dans l'Europe centrale et les Balkans. Qu'on pense aux interminables périodes de racket en Méditerranée par les pirates albanais qui ont enrichi Istanbul de leurs pillages et de leurs rapt, qu'on n'oublie pas ces cruelles méthodes d'enlèvements permanents de jeunes gens et jeunes filles tragiquement livrés aux notables turcs (le devshirme)

...

Malgré la réputation abusive de tolérance dont certains le parent, l'Empire de la Sublime Porte a éradiqué par étapes les chrétientés byzantines, anatoliennes et arméniennes. Certains esprits laïques affranchis vous diront avec indifférence ou ignorance que ces événements appartiennent au passé et qu'il faut regarder vers l'avenir.

Mais outre le fait que la Turquie est géographiquement et culturellement tout sauf occidentale, le projet d'intégration dans l'ensemble européen revient sans arrêt sur le devant de la scène.

Ce scénario catastrophe présente inévitablement de graves menaces pour la cohésion et la sécurité des peuples européens : les frontières d'une Union repoussées à l'est vers des zones de conflit majeur, le rapport des équilibres religieux totalement bouleversé, tout porte à croire que l'opération serait hautement problématique pour les acquis des nations occidentales profondément fragilisées dans bien des domaines.

A ces risques s'ajoutent ceux de fortes disparités démographiques ainsi que de trafics est-ouest renforcés par l'intermédiaire de filières déjà puissantes (drogue, prostitution, armes, clandestins, etc).

Pour impressionner les opinions publiques, le chantage des partisans de l'adhésion turque s'est souvent basé sur deux postulats peu crédibles : premièrement, en refusant d'accueillir la Turquie, l'Europe montrerait qu'elle est un « club chrétien », et deuxièmement, elle prendrait le risque de voir l'islamisme proliférer à sa porte.

Nul ne peut honnêtement nier l'importance fondatrice des valeurs judéo-chrétiennes dans l'histoire du vieux continent, et qui se plaindra des avantages civilisationnels évidents qu'elles ont générés ? Sans aucun doute, les révisionnistes laïcistes, toujours prêts à scier la branche sur laquelle ils sont assis !

Rappelons quand même qu'il y a eu, en 40 ans, des transferts massifs de populations musulmanes allogènes à l'intérieur de ce « club chrétien » européen (50 millions ?), et le basculement s'accélère ces derniers mois avec les flux migratoires qui forcent les portes d'entrée de l'Europe. Au sein même des nations européennes, on voit s'activer de plus en plus certains groupes islamiques au profil inquiétant : alors qu'en revanche, il ne reste plus beaucoup de chrétiens dans l'actuelle Turquie ! (0,05%). Les meurtres de prêtres y sont perpétrés d'année en année, y compris il y a quelques années la décapitation du chef de l'Eglise catholique, Mgr Padovese, aux cris de *Allah ou akbar*.

La Turquie peut-elle décemment exiger en sa faveur l'ouverture et la tolérance qu'elle a manifestement toujours refusé d'accorder aux autres ? La montée de l'islam radical turc, le triomphe récent du parti islamiste d'Erdogan, les multiples attentats antichrétiens et l'antisémitisme ne sont pas là pour inverser la tendance !

Quoi qu'il en soit, le bon sens impose de prendre en compte, avant de s'engager dans une telle aventure, la montée en puissance actuelle de cette idéologie politico-religieuse hostile aux valeurs constitutives de l'Occident. Pour les authentiques démocrates, il sera plus efficace de se prémunir face à ces dangers évolutifs lorsque ceux-ci restent contenus en dehors des frontières de l'Union.

***Le gouvernement d'Ankara ne veut
toujours rien savoir du génocide
arménien***

Rappelons qu'aujourd'hui encore, malgré des campagnes internes et externes, le gouvernement d'Ankara ne veut toujours rien savoir du génocide arménien. De plus, il n'envisage ni de rapatrier les occupants turcs illégaux du nord de Chypre, ni d'offrir un réel espace d'expression culturelle aux Kurdes et culturelle aux chrétiens !

***120 millions de turcophones des
nations limitrophes aspirés par ce
raz de marée et adieu l'Europe,
adieu la laïcité***

L'éventuelle entrée de la Turquie dans l'espace européen ouvrirait les vannes aux 75 millions de musulmans de ce pays, auxquels s'ajoutera la poussée des 120 millions de turcophones des nations limitrophes, comme aspirés par ce raz de marée : alors adieu l'Europe, adieu la laïcité, adieu les communautés juives et chrétiennes encore relativement libres d'expression sur leurs territoires ancestraux !...

Reproduction autorisée avec la mention suivante : © Abbé Alain René Arbez pour Dreuz.info.

Aymeric Chauprade quitte le FN et lance un appel à Philippe de Villiers : attention, danger !



La France enracinée est dispersée façon puzzle. Celui qui saura la rassembler, bon gré mal gré, en épousant tous ses contours, pourra, lui seul, la faire gagner.

Aymeric Chauprade quitte le FN en fanfare. Passons sur le ressentiment personnel, comme dans beaucoup de divorces, les torts sont sans doute partagés : Aymeric Chauprade s'est senti « lâché », on peut le comprendre, mais son léger tropisme Clint Eastwood, assez visible dans l'affaire Air Cocaïne, pour sympathique qu'il paraisse à certains, le rend sans doute peu apte à rentrer dans le moule d'un parti politique quel qu'il soit, avec la discipline que cela suppose.

Ses reproches plus larges à l'endroit de Marine Le Pen et son ralliement à la figure de Philippe de Villiers, sont plus intéressants, car ils illustrent l'ébullition qui règne actuellement au sein de ce que l'on peut appeler la France enracinée, par opposition à la France mondialisée, cette France enracinée dont les contours s'étendent des électeurs Front national à l'extrême pointe conservatrice des Républicains en passant par le parti de Nicolas Dupont-Aignan.

Cette France, mêmes ses adversaires s'accordent à le dire, progresse chaque jour sur le terrain des idées. Il n'est pas évident, pourtant, qu'elle soit victorieuse *in fine* sur le terrain électoral, chacune de ses composantes étant en proie à des tentations mortifères.

Tentation, pour le Front national, dénoncée par Aymeric Chauprade, de dédramatisation, avec son corollaire, la séduction – que l'on croit – irrésistible : édulcoration du discours et mise sur la touche au moment où il y aurait enfin, non plus des coups, mais des sièges à prendre, de militants historiques ayant tracté dans le désert durant des années, pour laisser la place à quelques inconnus réputés plus « sexys » et médiatiquement corrects. Et tout cela sans ménagement, peu importe si cela gronde dans les rangs et si des portes claquent, parce qu'on se croit tout-puissant : tous les sondages le disent, on a le vent en poupe, les cheveux dans vent, on n'a besoin de personne en Harley Davidson.

On se permet de snober LMPT – qui, il est vrai, n'a pas toujours été élégante avec le FN – parce qu'on la pense négligeable. Grave erreur. On a toujours besoin de plus petit que soi, disait La Fontaine. Que Philippe de Villiers, poussé par ce joli monde courroucé, se présente aux présidentielles, et il manquera les petits pour cents fatidiques permettant de franchir le deuxième tour.

Et justement Philippe de Villiers serait, dit-on, tenté. Tenté précisément peut-être par des déclarations ferventes comme celles d'Aymeric Chauprade. Tenté par ses dédicaces fiévreuses à Versailles dignes d'un concert des Beatles, où, pour ainsi dire, il guérit les écrouelles et bénit les petits enfants. Tenté par son indéniable aura vendéenne née de son immense réussite du Puy-du-Fou. Mais la France n'est pas Versailles, et à Sarcelles, où l'on lit plus volontiers *Closer* que la biographie de Saint-Louis en vieux français, il laisse un peu plus froid. La France n'est pas non plus un parc d'attraction, si magnifique soit-il. Bref, Philippe de Villiers risque, par un score décevant, de n'arriver à rien, sinon à faire le jeu d'un Alain Juppé qui lui est diamétralement opposé, et faire rater la marche du second tour au seul parti, il faut le reconnaître, que la France mondialisée abhorre.

L'exemple Chauprade le montre, la France enracinée est dispersée façon puzzle. Celui qui saura la rassembler, bon gré mal gré, en épousant tous ses contours, pourra, lui seul, la faire gagner.

[Gabrielle Cluzel](#) Boulevard Voltaire

Pour adhérer en ligne au MNR : Cliquez sur ce lien ou recopiez le dans votre barre adresse :

http://www.m-n-r.fr/soutiens_carte.htm

Si vous êtes non imposable, vous pouvez adhérer au MNR pour 20€00 par an , il suffit de préciser que vous n'êtes pas imposable à l'impôt sur le revenu

ORDRE DE PRELEVEMENT PERMANENT

Je soussigné :

NOM : Prénom :

Adresse :

Code postal : Ville :

M'engage avec vous et vous apporte mon soutien financier durable.

J'autorise l'établissement bancaire désigné ci-dessous teneur de mon compte à prélever la somme

de € (en lettres) € (en chiffres) le de chaque mois,

à compter du : 2015

Bénéficiaire : **AFMNR BP 1008 93161 NOISY LE GRAND Cedex**

Coordonnées de ma banque :

Nom : Adresse :

..... Code postal : VILLE :

.....
(Joindre un Relevé d'identité bancaire; RIB ou RICE).

IMPORTANT : Je peux interrompre mes versements à tout moment sur simple demande écrite
Je recevrai un reçu fiscal annuel me permettant de déduire 66% de mes versements de mes impôts.

Date : 2015 Signature :

J'imprime et je retourne la présente autorisation, accompagnée d'un relevé d'identité bancaire RIB ou Postale
RIP ou RICE (Caisse d' Epargne)

